



IDRC · CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 septembre 2022



Faire progresser l'égalité des genres au moyen de la recherche

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des recherches de grande qualité dans les pays en développement, fait part de ses connaissances aux chercheurs et aux décideurs afin d'en accroître l'adoption et l'utilisation, et mobilise ses alliances mondiales pour bâtir un monde plus durable et plus inclusif.

En tant que partenaire des efforts du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le CRDI appuie et finance la recherche et l'innovation au sein et aux côtés des régions en développement afin de favoriser le changement mondial. Nous investissons dans la recherche afin de recueillir des données, de guider les décisions et de créer des possibilités qui favorisent un monde inclusif et durable.

À moins d'indication contraire, toutes les sommes mentionnées dans ce rapport financier trimestriel sont en dollars canadiens.

Table des matières

Engagement du CRDI envers la transparence et la reddition de comptes 5

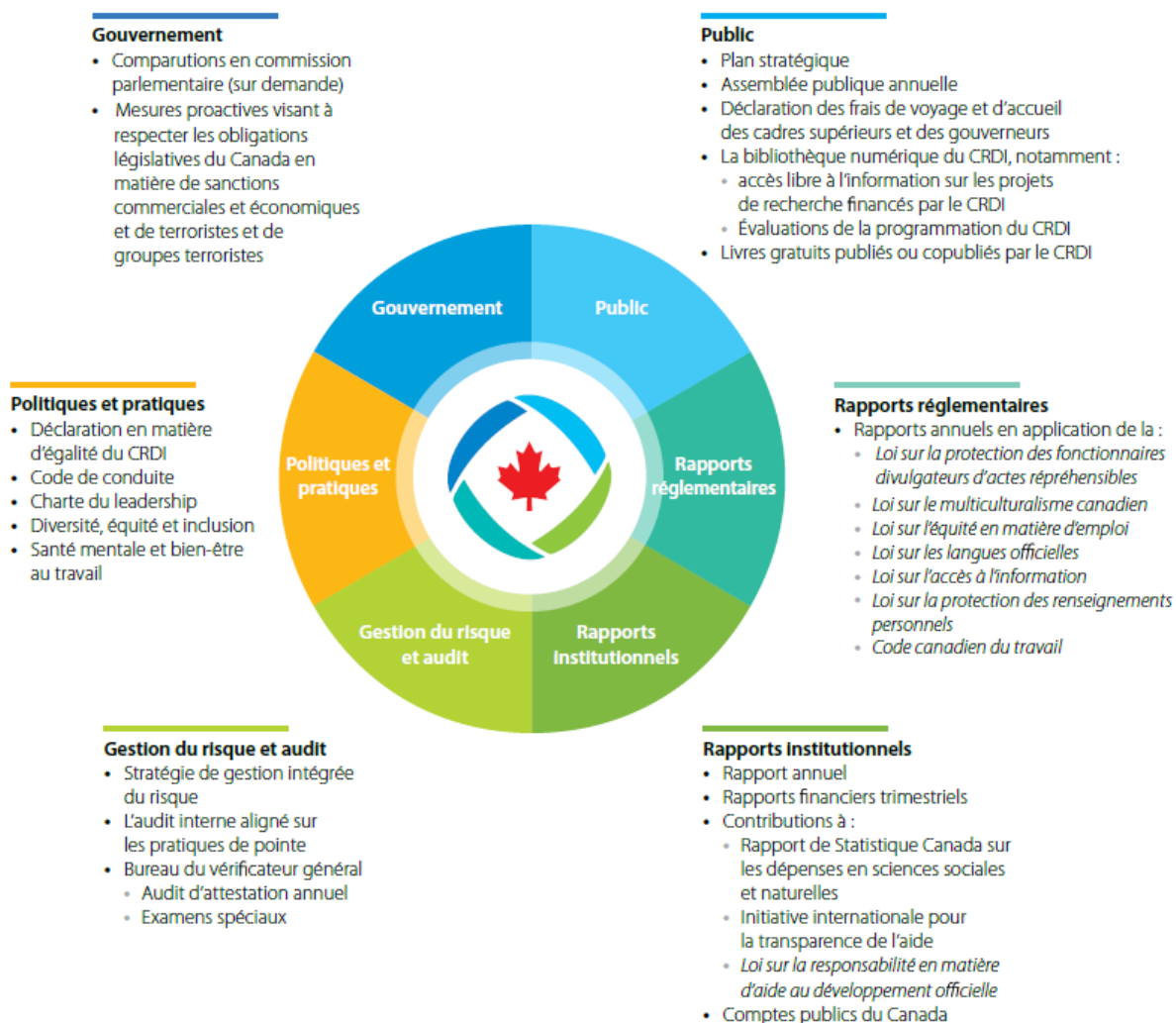
Analyse de la direction	6
Mise à jour des risques	7
Indicateurs de performance	7
Faits saillants financiers	9
Autres indicateurs financiers d'importance	15
Rendement réel par rapport au budget	15
États financiers intermédiaires résumés, non audités	19
Déclaration de responsabilité de la direction	19
État intermédiaire résumé de la situation financière	21
État intermédiaire résumé du résultat global	22
État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	23
État intermédiaire résumé des flux de trésorerie	24
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés	25
Nous joindre	33

Engagement du CRDI envers la transparence et la reddition de comptes

Le CRDI doit rendre compte au Parlement et à tous les Canadiens de son utilisation des ressources publiques.

Le CRDI est un organisme qui s'emploie à la transparence en fournissant des renseignements sur son site Web. En tant qu'organisation de recherche, le CRDI maintient la transparence avec ses chercheurs et la population en rendant publics les résultats de ses projets, études, articles et autres documents.

Voici quelques-unes des mesures qui aident le Centre à respecter les normes de reddition de comptes et de transparence du gouvernement du Canada.



Analyse de la direction

Le Parlement du Canada a créé en 1970 le Centre de recherches pour le développement International (CRDI) dans le but de promouvoir et de faciliter la recherche sur les défis auxquels font face les régions du monde à revenu faible ou intermédiaire. Le travail du CRDI est axé sur l'autonomisation et la mise en pratique des connaissances scientifiques, techniques et autres pour aider les pays en développement.

Depuis sa création, le CRDI a déterminé et relevé des défis cruciaux en matière de développement, et s'est efforcé d'aider les chercheuses et chercheurs des régions en développement à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leurs communautés et leurs pays. Depuis ses cinq bureaux internationaux dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et son siège à Ottawa, le CRDI a aidé à combler le fossé numérique, à mettre en œuvre le programme du Sommet de la Terre du Canada, à résoudre les crises alimentaires mondiales, à assurer la transition démocratique dans les économies émergentes et à mettre fin à une épidémie dévastatrice d'Ebola.

La Stratégie 2030, l'ambitieux programme décennal du CRDI, confirme la vision du Centre pour un monde plus durable et inclusif. Il engage le Centre dans les missions suivantes : le CRDI sera un chef de file de la recherche pour le développement en investissant dans la recherche et l'innovation de grande qualité, en diffusant ses connaissances et en tissant des alliances pour la durabilité, la prospérité et l'inclusivité accrues des sociétés.

Dans la partie « Analyse de la direction » du présent document, vous trouverez les résultats financiers du Centre et l'évolution de sa situation au cours du deuxième trimestre de l'exercice qui a pris fin le 30 septembre 2022. Le présent rapport a été préparé conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34) et à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables. Les états financiers intermédiaires résumés que vous trouverez dans le présent rapport n'ont pas été vérifiés.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande que ce rapport soit lu conjointement avec le *Rapport annuel 2021-2022*. Les divulgations et les informations présentées dans le *Rapport annuel 2021-2022* continuent de s'appliquer, sauf indication contraire.

La direction est responsable de la préparation du présent rapport, qui a été approuvé le 14 novembre 2022 par le Comité des finances et de l'audit du Conseil des gouverneurs.

Mise à jour des risques

Au CRDI, la gestion du risque fait l'objet d'une approche continue, proactive et systématique. Intégrée dans tous les domaines d'activité du Centre, la gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires et le personnel du Centre, sous la supervision du Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du CRDI sont conçus pour cerner les risques pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs du Centre et pour les gérer en fonction d'un cadre convenu en matière de tolérance au risque. Enfin, la gestion du risque est appliquée de manière stratégique et appropriée afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

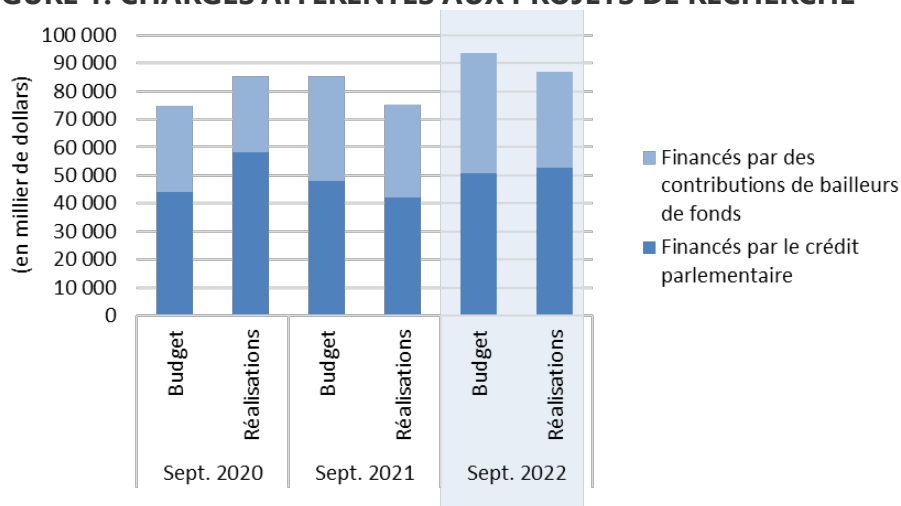
La section relative aux risques qui figure dans le *Rapport annuel 2021-2022* décrit les principaux risques opérationnels et stratégiques du CRDI qui continuent à s'appliquer.

Indicateurs de performance

Charges afférentes aux projets de recherche par rapport au budget

La figure 1 donne un aperçu des dépenses totales des projets de recherche financés par des crédits parlementaires et par les contributions des bailleurs de fonds par rapport au budget à la fin du deuxième trimestre. Au 30 septembre 2022, 87,0 millions de dollars, soit 92,9 % du cumul du budget global des dépenses des projets de recherche à cette date, qui s'élève à 93,7 millions de dollars, ont été réalisés. Le manque à gagner devrait être passé en charge d'ici la fin de l'exercice.

FIGURE 1: CHARGES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE RECHERCHE

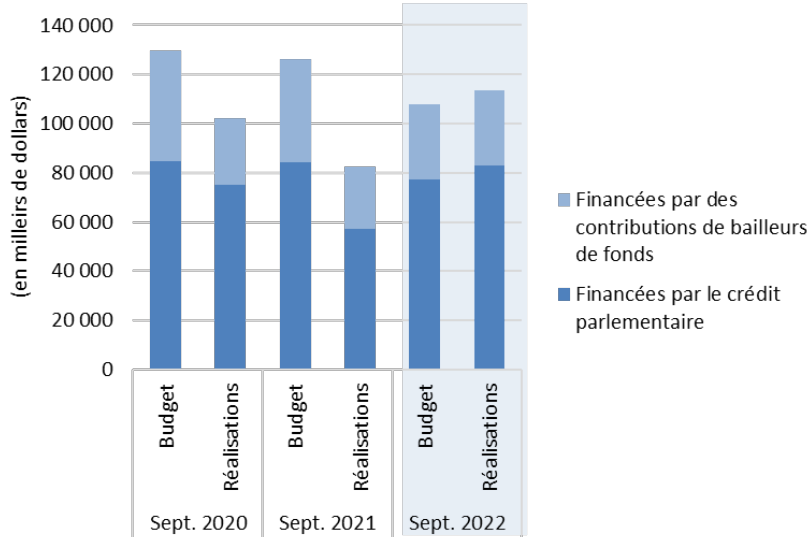


Affectations de programme

Les allocations de programme représentent les fonds approuvés et réservés pour les nouveaux projets de recherche avec des décaissements sur la durée du projet. Les allocations peuvent être financées par le crédit parlementaire seul ou par une combinaison du crédit parlementaire et de contributions des bailleurs de fonds. La figure 2 montre les allocations par rapport au budget à la fin du deuxième trimestre. Les allocations globales financées par le crédit parlementaire, soit 82,9 millions de dollars, ont

dépassé le budget cumulatif de 77,2 millions de dollars, à la fin de septembre 2022. L'allocation financée par les contributions des bailleurs de fonds, qui s'élève à 30,7 millions de dollars, est légèrement supérieure au budget cumulé de 30,5 millions de dollars à la fin du mois de septembre 2022.

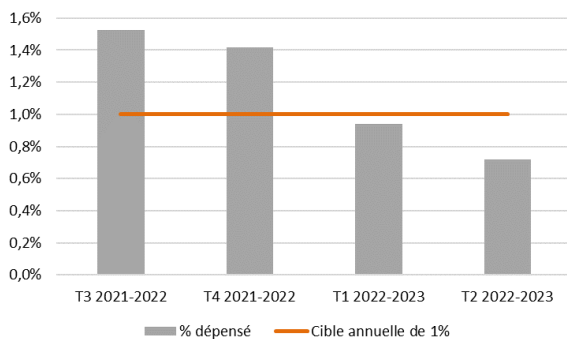
FIGURE 2: AFFECTATIONS DE PROGRAMME



Investissement dans l'apprentissage et le développement professionnel

Grâce à sa stratégie de gestion des talents, le CRDI est en mesure d'attirer, de perfectionner, de mobiliser et de maintenir en poste les personnes compétentes et engagées dont il a besoin pour atteindre ses objectifs stratégiques. Le Centre a investi 0,7 % de sa masse salariale dans la formation et le perfectionnement professionnel du personnel au cours du second trimestre terminé le 30 septembre 2022, ce qui est inférieur à son objectif de 1,0 %. La direction est convaincue que, grâce à une planification proactive et au retour progressif à la formation et au perfectionnement professionnel en personne, elle atteindra son objectif de 1,0 % pour l'exercice.

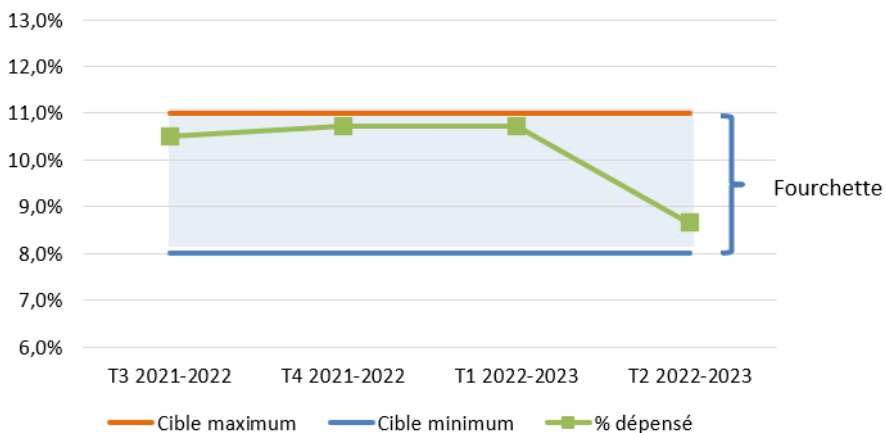
FIGURE 3: APPRENTISSAGE ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL



Ratio des coûts des services généraux et administratifs

La figure 4 présente les charges afférentes aux services généraux et administratifs par rapport aux charges totales. Le pourcentage des frais généraux et administratifs pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2022 a diminué à 8,6 %, mais reste dans la fourchette cible souhaitée entre 8 % et 11 %. Cette réduction est due à la fois à des charges de projets de recherche plus élevées que prévu et à des charges générales et administratives moins élevées que prévu. La direction s'attend à ce que le ratio augmente au fur et à mesure que l'exercice progresse tout en restant dans la fourchette cible à la fin de l'exercice.

FIGURE 4: RATIO DES COÛTS DES SERVICES GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS



Faits saillants financiers

Charges

Les total des charges d'un exercice à l'autre pour la période de trois mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 a augmenté de 9,3 millions de dollars, soit 18,1 %; les charges ont augmenté de 11,9 millions de dollars, soit 11,4 %, pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022. Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

TABEAU 1: CHARGES

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	2022	2021	Variation en \$	Variation en %	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations			Réalisations	Réalisations		
Programmation en recherche pour le développement								
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	31 436	23 576	7 860	33,3 %	52 746	42 175	10 571	25,1%
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	15 276	13 765	1 511	11,0 %	34 230	33 069	1 161	3,5%
Renforcement des capacités de recherche	8 551	8 926	(375)	(4,2%)	17 732	18 196	(464)	(2,5%)
	55 263	46 267	8 996	19,4 %	104 708	93 440	11 268	12,1%
Services généraux et administratifs	5 230	4 942	288	5,8 %	11 165	10 553	612	5,8%
Total des charges	60 493	51 209	9 284	18,1 %	115 873	103 993	11 880	11,4%

Les charges de projets de recherche financés par le crédit parlementaire ont augmenté tant pour le trimestre que pour le cumul annuel. Elles ont augmenté de 7,9 millions de dollars pour la période de trois mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022; elles ont augmenté de 10,6 millions de dollars pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. Dans les deux cas, l'augmentation est liée à la reprise des activités de recherche et à l'augmentation des allocations de programmes au cours du premier trimestre de cette année par rapport à l'année dernière.

Les charges relatives à la recherche financée par les contributions des bailleurs de fonds ont augmenté de 1,5 million de dollars, soit 11,0 %, pour la période de trois mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 et elles ont augmenté de 1,2 million de dollars, soit 3,5 %, pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022. Dans les deux situations, la hausse est due à l'augmentation des affectations de programme et aux activités de programmation sur les nouveaux accords de contribution avec les bailleurs de fonds qui s'accroissent au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2022-2023.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont diminué tant pour le trimestre que la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. Cela est principalement dû à l'échelonnement des charges d'exploitation continues.

Les charges totales pour les **services généraux et administratifs** ont augmenté de 0,3 million de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent pour le trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2022, pour atteindre 5,2 millions de dollars. Elles ont augmenté de 0,6 million de dollars à 11,2 millions de dollars pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente. Dans les deux cas, l'écart est lié à une augmentation des salaires et des avantages et à un recours accru aux services professionnels.

TABLEAU 2: CHARGES PAR CATÉGORIE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	2022	2021	Variation	Variation	2022	2021	Variation	Variation
	Réalisations	Réalisations	en \$	en %	Réalisations	Réalisations	en \$	en %
Projets de recherche	46 712	37 341	9 371	25,1 %	86 976	75 243	11 733	15,6 %
Salaires et avantages	10 127	10 196	(69)	(0,7%)	21 219	20 956	263	1,3 %
Services professionnels	722	735	(13)	(1,8%)	1 568	1 414	154	10,9 %
Locaux	678	861	(183)	(21,3%)	1 538	1 705	(167)	(9,8%)
Services des logiciels	454	419	35	8,4 %	869	764	105	13,7 %
Mobilier de bureau, matériel et entretien	396	61	335	549,2 %	501	319	182	57,1 %
Amortissement	238	311	(73)	(23,5%)	480	669	(189)	(28,3%)
Assurances	14	7	7	100,0 %	222	180	42	23,3 %
Intérêts sur les obligations locatives	63	85	(22)	(25,9%)	131	177	(46)	(26,0%)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	753	766	(13)	(1,7%)	1 506	1 531	(25)	(1,6%)
Autres	337	427	(90)	(21,1%)	863	1 035	(171)	(16,5%)
Total des charges	60 493	51 209	9 285	18,1 %	115 873	103 993	11 880	11,4 %

Comme indiqué ci-dessus, les charges totales ont augmenté de 9,3 millions de dollars, soit 18,1 %, pour le trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2022 et ont augmenté de 11,9 millions de dollars, soit

11,4 %, pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022, par rapport à la même période de l'année dernière. Pour le trimestre qui s'est terminé le 30 septembre 2022, les catégories qui ont connu les plus fortes augmentations sont les projets de recherche et le mobilier de bureau, matériel et entretien. Comme l'indique le tableau 2, pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022, les catégories qui ont connu les plus fortes augmentations sont les projets de recherche et les salaires et avantages. Voir le tableau 1 et le commentaire correspondant pour obtenir des informations sur les écarts liés aux projets de recherche.

Le mobilier de bureau, le matériel et l'entretien ont augmenté de 0,3 million de dollars (549,2 %) pour la période de trois mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 en raison de l'achat de matériel de TI pour les nouveaux locaux loués.

Les salaires et avantages ont augmenté de 0,3 million de dollars (1,3 %) pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 en raison de l'augmentation des salaires.

Produits

Le financement du Centre provient surtout d'un crédit parlementaire et de contributions de bailleurs de fonds reçues en vertu d'accords de cofinancement. Le crédit parlementaire représente la source de produits la plus importante.

TABLEAU 3: PRODUITS

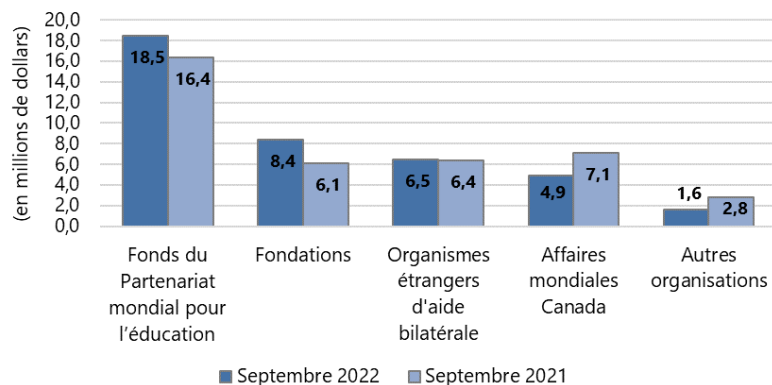
(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	2022	2021	Variation en \$	Variation en %	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations			Réalisations	Réalisations		
Crédit parlementaire	38 411	32 100	6 311	19,7 %	61 741	61 100	641	1,0 %
Contributions de bailleurs de fonds	18 085	16 368	1 717	10,5 %	39 853	38 847	1 006	2,6 %
Placements et autres produits	522	128	394	309,0 %	893	345	548	159,0 %
Total des produits	57 018	48 596	8 422	17,3 %	102 487	100 292	2 195	2,2 %

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021-2022, le **crédit parlementaire** total comptabilisé a augmenté de 6,3 millions de dollars, soit 19,7 %; il a augmenté de 1,0 % pour atteindre 61,7 millions de dollars pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022. Cela est dû au fait que le Centre a effectué des prélèvements plus élevés de son crédit parlementaire par rapport à la même période de l'année dernière (voir le tableau 3). Cela est dû aux variations des besoins de financement, qui sont principalement déterminés par les charges des projets de recherche.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** – ont augmenté de 10,5 % au cours du trimestre et de 2,6 % pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022. Les contributions provenant de bailleurs de fonds sont toujours reçues à l'avance et comptabilisées comme produits quand les charges de projet afférentes sont engagées. Il faut s'attendre à des variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre, car les charges de projet (et, par conséquent, les produits) ne sont pas réparties également sur toute la durée de chaque accord de contribution conclu avec un bailleur de fonds. Veuillez consulter la partie portant sur les charges (tableau 1) et le commentaire

correspondant pour obtenir de plus amples renseignements sur les variations entre les projets de recherche. Les produits provenant des contributions des bailleurs de fonds sont présentés par type de bailleurs de fonds à la figure 3.

FIGURE 3: PRODUITS PROVENANT DE CONTRIBUTIONS DE BAILLEURS DE FONDS



Situation financière

La situation financière du Centre est résumée dans le tableau 4. En date du 30 septembre 2022, l'essentiel de l'actif était composé d'espèces et d'investissements provenant du cycle de financement reçu par les bailleurs de fonds. Le passif comprend une grande partie de produits reportés, qui correspondent aux fonds reçus des bailleurs de fonds, mais non encore comptabilisés comme produits.

TABLEAU 4: SOMMAIRE DES ACTIFS

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Septembre 2022	Mars 2022		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 502	65 075	(24 573)	(37,8%)
Placements	40 108	35 120	4 988	14,2 %
Créances et frais payés d'avance	14 165	14 533	(368)	(2,5%)
Actifs au titre de droit d'utilisation	2 243	3 749	(1 506)	(40,2%)
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 549	1 692	(143)	(8,5%)
	98 567	120 169	(21 602)	(18,0%)

Au 30 septembre 2022, les **actifs** totaux avaient diminué de 18,0 % (passant de 120,2 millions de dollars à 98,6 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2022. Les soldes de trésorerie ont diminué principalement en raison de l'excédent des dépenses sur les produits totaux du Centre pour la période de six mois de l'exercice, et d'une réduction des produits reportés pour les projets et programmes financés par les contributions des bailleurs de fonds. Le Centre a investi les liquidités excédentaires qui ne sont pas nécessaires à court terme pour obtenir des revenus supplémentaires par rapport à ceux qui peuvent être générés sur des comptes bancaires. Les placements sont constitués d'obligations et de certificats de placement garanti (voir la note 2 des états financiers).

TABLEAU 5: SOMMAIRE DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Septembre 2022	Mars 2022		
Produits reportés	58 817	65 697	(6 880)	(10,5%)
Créditeurs et charges à payer	18 626	18 477	149	0,8 %
Obligations locatives	2 640	4 160	(1 519)	(36,5%)
Avantages du personnel	1 114	1 079	36	3,3 %
	81 197	89 413	(8 214)	(9,2%)

Le total des **passifs** a diminué de 9,2 % (passant de 89,4 à 81,2 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2022. Cela s'explique par la diminution des produits reportés à financer pour les projets et programmes financés par les bailleurs de fonds et la diminution des responsabilités relatives aux baux. Le montant des avantages du personnel indiqué dans le tableau 5 représente la partie non courante; la partie courante est incluse dans les charges à payer.

Les capitaux propres du Centre se répartissent en quatre catégories : non affectés, affectés, nets investis en immobilisations, et réservés. Le montant des capitaux propres dans chacune de ces catégories est établi conformément à la politique relative aux capitaux propres du Centre. Voir le tableau 6 pour les soldes de capitaux propres au 30 septembre 2022 par rapport au 31 mars 2022.

TABLEAU 6: CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Réalizations	
	Septembre 2022	Mars 2022
Non affectés	(159)	12 590
Affectés	1 285	1 285
Nets investis en immobilisations	1 549	1 692
Réservés	14 695	15 189
Total de l'avoir	17 370	30 756

Le solde de 0,2 million de dollars en capitaux propres **non affectés** (se reporter au tableau 6) correspond au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde reflète tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les charges et les produits.

Les capitaux propres **affectés** sont stables à 1,3 million de dollars et représentent les fonds destinés à la bourse John G. Bene (1,2 million de dollars) et les fonds reçus pour les Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia du Canada, qui sont utilisés pour appuyer financièrement de jeunes chercheuses et chercheurs en début de carrière, en particulier des femmes, au moyen de bourses d'études, de bourses et de stages (0,1 million de dollars).

Les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 1,5 million de dollars, comprennent les capitaux propres qui représentent les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Le solde des capitaux propres nets investis en immobilisations a augmenté en

septembre 2022, car la valeur des acquisitions d'immobilisations a dépassé celle de l'amortissement, principalement en raison des dépenses pour les améliorations locatives des nouveaux locaux du siège social du Centre. Cette catégorie de capitaux correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. Les capitaux propres nets investis en immobilisations sont ventilés par type d'immobilisation dans le tableau 7.

TABLEAU 7: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Solde au 1 avril 2022	Changements net	Solde au 30 septembre 2022
Améliorations locatives	1 306	(46)	1 260
Matériel informatique	271	(63)	208
Logiciels	39	(23)	16
Mobilier, matériel de bureau et véhicules	73	(8)	65
Systèmes de communication	3	(3)	-
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	1 692	(143)	1 549

Les fonds propres **réservés** sont destinés à être utilisés pour absorber les fluctuations dans le décaissement des engagements des programmes de recherche en cours, qui dépendent de la performance des bénéficiaires, et pour financer l'achat futur de biens immobiliers, d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que les initiatives à venir. La réserve de 14,7 millions de dollars (voir tableau 6) comprend 5,9 millions de dollars destinés à absorber les fluctuations des décaissements des engagements en cours à l'égard de projets de recherche. Un montant de 8,3 millions de dollars est mis de côté pour les améliorations locatives futures du nouveau siège social du Centre et sera prélevé, en majorité, au cours du troisième trimestre. Le solde des capitaux propres réservés est destiné à financer des initiatives technologiques.

Flux de trésoreries

Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2022, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie de 39,8 millions de dollars (se reporter au tableau 8). Cette baisse des liquidités reflète la réduction de l'argent reçu notamment du crédit parlementaire et des contributions des bailleurs de fonds. Pour de plus amples renseignements sur chaque catégorie (rentrées et sorties), veuillez consulter l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie du présent rapport.

Il y a eu une réduction de 25,9 millions de dollars due aux flux de trésorerie utilisés dans les **activités d'investissement** pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022. Ceci est lié à l'acquisition de biens et d'équipements au cours de cette période.

L'essentiel des liquidités et investissements dont le Centre disposait au 30 septembre 2022 provient des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la note 6 des états financiers).

TABLEAU 8: SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Septembre 2022	Mars 2022		
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(13 452)	26 299	(39 751)	151,2 %
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(9 601)	(35 488)	25 887	72,9 %
Sorties de fonds liées aux activités de financement	(1 520)	(2 998)	1 478	49,3 %
Diminution de la trésorerie	(24 573)	(12 187)	(12 386)	(101,6%)
Trésorerie au début de la période	65 075	77 262	(12 187)	(15,8%)
Trésorerie à la fin de la période	40 502	65 075	(24 573)	(37,8%)

Autres indicateurs financiers d'importance

Depuis le 1^{er} avril 2022, 23,5 millions de dollars de nouveaux accords de cofinancement ont été signés en vue de la réalisation de l'objectif annuel de 153,2 millions de dollars. La direction négocie activement des accords de cofinancement supplémentaires qui devraient être signés avant la fin de l'exercice, notamment un accord d'une valeur estimée à 103,2 millions de dollars pour le Programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX) 2,0. Par conséquent, le CRDI est en voie d'atteindre ou de dépasser son objectif annuel pour l'exercice 2022-2023.

Rendement réel par rapport au budget

Aucun changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication du dernier *Rapport annuel 2021-2022* disponible sur le site Web du Centre.

Dans la *Stratégie 2030*, le Centre s'est engagé à s'adapter aux besoins. La direction continue d'organiser et de mener des activités qui favorisent l'atteinte des objectifs de la *Stratégie 2030*, tout en garantissant une utilisation efficace des ressources financières afin qu'elles aient des retombées et qu'elles créent de la valeur ajoutée.

Le Centre continue de se concentrer sur la santé, la sûreté et la sécurité de son personnel. Le personnel est retourné sur le lieu de travail dans un environnement de travail hybride à partir de tous les bureaux, conformément aux directives des responsables de la santé et du gouvernement.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2022-2023 avant le début de l'exercice. Les activités du Centre sont assujetties aux fluctuations saisonnières et peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Le tableau 9 présente un aperçu des produits et des charges par rapport au budget pour la période se terminant le 30 septembre 2022.

TABLEAU 9: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2022				2022-2023
	Réalisations	Budget	Écart	Écart en %	Budget
Éléments de l'état du résultat global					
Charges					
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	52 745	50 892	1 853	3,6%	107 612
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	34 230	42 774	(8 544)	(20,0%)	72 639
Renforcement des capacités de recherche	17 732	23 226	(5 494)	(23,7%)	45 845
Services généraux et administratifs	11 166	13 587	(2 421)	(17,8%)	25 289
	115 873	130 479	(14 606)	(11,2%)	251 385
Produits					
Crédit parlementaire	61 741	66 395	(4 654)	(7,0%)	153 701
Contributions de bailleurs de fonds	39 853	50 380	(10 527)	(20,9%)	86 592
Placements et autres produits	893	121	772	639,5%	353
	102 487	116 896	(14 409)	(12,3%)	240 646
Résultats d'exploitation nets	(13 386)	(13 583)	197	(1,4%)	(10 739)

Charges réelles par rapport au budget – mise à jour

Les **charges liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire** ont été supérieures de 1,9 million de dollars à celles prévues au budget au 30 septembre 2022. Cela est dû à l'engagement de charges liées à des affectations de projets qui ont été réalisées au cours de la seconde moitié de 2021-2022 et au début du premier trimestre de 2022-2023.

La recherche **financée par les contributions des bailleurs de fonds** a été inférieure de 8,5 millions de dollars au budget prévu, en raison de changements dans les accords avec les bailleurs de fonds en cours de négociation et du calendrier des dépenses pour les accords actifs. Les paiements pour les projets de recherche sont basés sur l'avancement des activités de recherche du bénéficiaire et sur la soumission de produits livrables satisfaisants. Le fait que des paiements n'aient pas été effectués conformément au calendrier prévu, en particulier dans le cas de programmes pluriannuels importants et complexes, reflète l'imprévisibilité inhérente liée à la conduite d'activités de recherche.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont été inférieures de 5,5 millions de dollars aux prévisions budgétaires depuis le début de l'exercice. Cela est dû à la diminution des charges liées aux salaires et aux avantages, principalement en raison des postes vacants, du nombre de voyages moins élevé que prévu au moment de la budgétisation, du calendrier d'achat de mobilier et d'équipement pour le nouveau siège social, ainsi que du calendrier d'autres activités en cours.

L'écart budgétaire de 2,4 millions de dollars pour les **charges afférentes aux services généraux et administratifs** est dû au calendrier d'achat de mobilier et d'équipement pour les nouveaux locaux du siège social.

Produits réels par rapport au budget

Les **produits provenant du crédit parlementaire** ont été inférieurs de 4,7 millions de dollars à ceux prévus au budget depuis le début de l'exercice. Le Centre compte prélever des fonds du crédit parlementaire en tenant compte des charges prévues.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieurs de 10,5 millions de dollars aux prévisions. Veuillez consulter la section ci-dessus sur la mise à jour des charges courantes par rapport au budget pour obtenir plus de renseignements sur les variations entre les projets.

TABLEAU 10: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET PAR CATÉGORIE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	Réalisations	Budget	Écart	Écart en %
Projets de recherche	86 976	93 666	(6 690)	(7,1%)
Salaires et avantages	21 219	23 831	(2 612)	(11,0%)
Locaux	1 538	1 998	(460)	(23,0%)
Services professionnels	1 568	1 589	(21)	(1,3%)
Services des logiciels	869	921	(52)	(5,6%)
Mobilier de bureau, matériel et entretien	501	3 249	(2 748)	(84,6%)
Amortissement	480	924	(444)	(48,1%)
Assurances	222	89	133	149,3 %
Intérêts sur les obligations locatives	131	131	(0)	(0,1%)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	1 506	1 506	(0)	(0,0%)
Autres	863	2 575	(1 712)	(66,5%)
Total des charges	115 873	130 479	(14 606)	(11,2%)

Comme le montre le tableau 10, les charges totales pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2022 ont été de 14,6 millions de dollars inférieures au budget pour la même période. Les principales raisons de cet écart sont la sous-utilisation des fonds alloués aux projets de recherche, aux salaires et avantages, au mobilier de bureau, au matériel et à l'entretien, et « autres ». Veuillez consulter la section ci-dessus pour obtenir les explications relatives aux projets de recherche, aux salaires et avantages, ainsi qu'au mobilier de bureau, au matériel et à l'entretien. Dans la catégorie « autres », les déplacements constituent le principal poste de dépenses inférieures. Cela est dû au calendrier des voyages qui, dans certains cas, continuent d'être affectés par la pandémie.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers intermédiaires résumés, conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, et aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'inexactitudes importantes. De plus, la direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

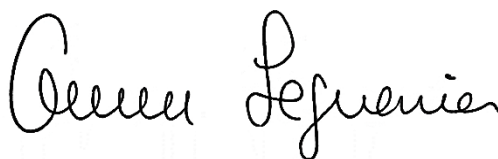
Au nom de la direction,

Le président du Centre

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, PhD

La vice-présidente, Ressources,
et chef de la direction financière

Handwritten signature of Geneviève Leguerrier in black ink.

Geneviève Leguerrier, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 14 novembre 2022

État intermédiaire résumé de la situation financière

(En milliers de dollars canadiens)
au

	<i>(non audité)</i>	<i>(audité)</i>
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Actifs		
Courants		
Trésorerie	40 502	40 075
Équivalents de trésorerie (note 2)	—	25 000
Placements (note 2)	13 032	4 999
Créances et charges payées d'avance (note 3)	14 165	14 533
	<u>67 699</u>	<u>84 607</u>
Non courants		
Placements (note 2)	27 076	30 121
Immobilisations corporelles	1 533	1 653
Immobilisations incorporelles	16	39
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	2 243	3 749
	<u>98 567</u>	<u>120 169</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	18 626	18 477
Obligations locatives (note 5)	453	1 864
Produits reportés (note 6)	49 824	60 374
	<u>68 903</u>	<u>80 715</u>
Non courants		
Produits reportés (note 6)	8 993	5 323
Avantages du personnel	1 114	1 079
Obligations locatives (note 5)	2 187	2 296
	<u>81 197</u>	<u>89 413</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(159)	12 590
Affectés	1 285	1 285
Nets investis en immobilisations	1 549	1 692
Réservés	14 695	15 189
	<u>17 370</u>	<u>30 756</u>
	<u>98 567</u>	<u>120 169</u>
Engagements (note 7)		
Éventualités (note 8)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)

	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (note 9)				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	31 436	23 576	52 746	42 175
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	15 276	13 765	34 230	33 069
Renforcement des capacités de recherche	8 551	8 926	17 732	18 196
	<u>55 263</u>	<u>46 267</u>	<u>104 708</u>	<u>93 440</u>
Services généraux et administratifs (note 9)	5 230	4 942	11 165	10 553
Total des charges	<u>60 493</u>	<u>51 209</u>	<u>115 873</u>	<u>103 993</u>
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (note 10)	18 085	16 368	39 853	38 847
Placements et autres produits	522	128	893	345
	<u>18 607</u>	<u>16 496</u>	<u>40 746</u>	<u>39 192</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(41 886)	(34 713)	(75 127)	(64 801)
Crédit parlementaire (note 11)	38 411	32 100	61 741	61 100
Résultats d'exploitation nets	<u>(3 475)</u>	<u>(2 613)</u>	<u>(13 386)</u>	<u>(3 701)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)
Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>30 septembre 2021</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	12 590	—
Résultats d'exploitation nets	(13 386)	(3 701)
Virements nets vers ou provenant d'autres catégories de capitaux propres	<u>637</u>	<u>(622)</u>
Solde à la fin de la période	<u>(159)</u>	<u>(4 323)</u>
Capitaux propres affectés		
Au début de la période	1 285	1 291
Augmentation nette	<u>—</u>	<u>—</u>
Solde à la fin de la période	<u>1 285</u>	<u>1 291</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	1 692	2 333
Diminution nette	<u>(143)</u>	<u>(669)</u>
Solde à la fin de la période	<u>1 549</u>	<u>1 664</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	15 189	12 653
Virements nets vers ou provenant d'autres catégories de capitaux propres	<u>(494)</u>	<u>1 291</u>
Solde à la fin de la période	<u>14 695</u>	<u>13 944</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u><u>17 370</u></u>	<u><u>12 576</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)
Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>30 septembre 2021</u>
Activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	<u>(13 386)</u>	<u>(3 701)</u>
Ajustements pour déterminer le flux de trésorerie affecté aux activités d'exploitation ou provenant de celles-ci		
Amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles	480	669
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	1 506	1 531
Amortissement des primes d'investissement	13	55
Avantages du personnel	35	53
	<u>2 034</u>	<u>2 308</u>
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie		
Créances et charges payées d'avance	(655)	4 557
Créditeurs et charges à payer	470	5 202
Produits reportés	(1 915)	(17 567)
	<u>(2 100)</u>	<u>(7 808)</u>
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	<u>(13 452)</u>	<u>(9 201)</u>
Activités d'investissement		
Achat de placements	(10 000)	(29 866)
Placements arrivés à échéance	5 000	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 601)	—
	<u>(9 601)</u>	<u>(29 866)</u>
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	<u>(9 601)</u>	<u>(29 866)</u>
Activités de financement		
Paiement des obligations locatives	(1 520)	(1 497)
	<u>(1 520)</u>	<u>(1 497)</u>
Sorties de fonds liées aux activités de financement	<u>(1 520)</u>	<u>(1 497)</u>
Diminution de la trésorerie	(24 573)	(40 564)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>65 075</u>	<u>77 262</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>40 502</u>	<u>36 698</u>

Renseignements supplémentaires (note 12)

Chiffres correspondants (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(Non audités - en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2022

1. Mode de présentation des états financiers

A) Renseignements généraux

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions et n'est pas un agent de Sa Majesté. Il a été créé en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*.

Les activités du CRDI sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

B) Mode de présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, ainsi qu'aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs légaux du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis en fonction du coût historique, sauf pour les investissements qui sont évalués au coût amorti et pour certains autres instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens (c.-à-d. la monnaie de fonctionnement du Centre). De plus, toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars près (000 \$), sauf indication contraire.

C) Principales conventions comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

D) Jugements et estimations d'importance

Les principaux jugements et estimations d'importance utilisés dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

E) Fiscalité

Le Centre est exonéré d'impôt, en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

F) Pandémie de la COVID-19

Les incidences sur le Centre sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours des six premiers mois de l'exercice, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les impacts indiqués dans les états financiers annuels.

G) Application de nouvelles normes comptables

I. Nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont entrées en vigueur en 2022

Les modifications de la norme comptable internationale IAS 1 Présentation des états financiers exigent la divulgation des règles et méthodes de comptabilité matérielles plutôt que des règles et méthodes comptables significatives. La norme comprend maintenant des directives sur la manière de déterminer les principales règles et méthodes comptables importantes, en précisant que des règles et méthodes comptable sont importantes si, lorsqu'elles sont combinées à d'autres renseignements contenus dans les états financiers, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle influence les décisions des principaux utilisateurs des états

financiers. Le *Practice Statement 2* de l'IFRS *Making Materiality Judgements* a été modifié pour inclure des directives sur la façon d'appliquer l'importance relative aux renseignements sur les méthodes comptables. Les modifications doivent être appliquées de manière prospective. La direction évalue actuellement les répercussions de l'adoption de cet amendement sur les états financiers du Centre.

Il n'y a pas d'autres normes comptables futures ou amendements publiés par l'IASB qui devraient avoir des répercussions importantes sur les états financiers du Centre.

2. Placements et équivalents de trésorerie

Renseignements complémentaires

Les portefeuilles de placement du Centre sont constitués d'instruments financiers de banques canadiennes fédérales, provinciales, municipales, de sociétés et de banques de l'annexe I et II. Les obligations ont des taux d'intérêt effectifs qui varient de 0,53 % à 3,44 % (taux d'intérêt nominal variant de 1,40 % à 7,35 %), les certificats de placement garanti (CPG) ont des taux d'intérêt fixes qui varient de 0,50 % à 4,50 %, et les bons du Trésor ont des rendements qui varient de 0,50 % à 4,50 %. Les dates d'échéance des obligations varient de septembre 2023 à mars 2031 et celles des CPG varient d'avril 2023 à avril 2026. Il est prévu que tous les placements soient détenus jusqu'à leur échéance.

La valeur comptable nette, évaluée au coût amorti, et la juste valeur de ces investissements sont présentées dans les tableaux suivants. Les justes valeurs des investissements peuvent être déterminées par (a) des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); (b) des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix) (niveau 2); ou (c) des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Les justes valeurs des placements du Centre ne sont pas cotées sur un marché actif, mais sont plutôt déterminées à partir des prix cotés sur un marché de gré à gré décentralisé, ce qui est considéré comme le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Valeur comptable nette au coût amorti 30 septembre 2022	Juste valeur 30 septembre 2022
Obligations		
Fédérales	3 004	2 614
Provinciales	15 246	14 278
de Sociétés	3 957	3 523
Municipales	901	826
Total des obligations	23 108	21 241
Certificats de placement garantis	17 000	17 056
	40 108	38 297

Taux d'intérêt effectifs et conditions d'échéance

	Taux d'intérêt effectif	D'ici un an	Après un an, mais pas plus de cinq ans	Dans plus de cinq ans	Total
Obligations :					
Fédérales	1,85 %	—	—	3 004	3 004
Provinciales	0,53 % à 3,44 %	5 032	3 265	6 949	15 246
de Sociétés	1,84 % à 3,20 %	—	997	2 960	3 957
Municipales	2,31 %	—	—	901	901
Total des obligations		5 032	4 262	13 814	23 108
Certificats de placement garantis	0,50 % à 4,50 %	8 000	9 000	—	17 000
		13 032	13 262	13 814	40 108

3. Créances et charges payées d'avance

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Créances		
Crédit parlementaire	7 500	6 640
Contributions de bailleurs de fonds	71	5 035
Autres	5 374	1 637
	<u>12 945</u>	<u>13 312</u>
Charges payées d'avance	1 220	1 221
Total des créances et des charges payées d'avance	<u>14 165</u>	<u>14 533</u>

4. Actifs au titre du droit d'utilisation

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Coût		
Contrats de location au début de l'exercice	13 168	13 168
Acquisitions	—	—
	<u>13 168</u>	<u>13 168</u>
Amortissement cumulé		
Au début de l'exercice	(9 419)	(6 377)
Amortissement	(1 506)	(3 042)
	<u>(10 925)</u>	<u>(9 419)</u>
Valeur comptable nette à la fin de la période	<u>2 243</u>	<u>3 749</u>

Au cours des six premiers mois de l'exercice, le Centre a dépensé une somme de 56 \$ pour des contrats de location touchant des actifs de faible valeur à l'égard desquels l'exemption de comptabilisation a été appliquée. Les paiements de location liés à ces contrats sont comptabilisés en tant que charges relatives au mobilier de bureau, à l'équipement et à l'entretien dans l'état du résultat global (se reporter à la note 10).

Le Centre dispose également d'un bail d'un an pour des bureaux en Jordanie, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2021 et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale du bail est de 40 \$, et le Centre a dépensé 38 \$ en frais liés à ce bail à court terme. Ce bail a été renouvelé pour un an à compter du 1^{er} novembre 2022 pour une valeur totale de 40 \$.

Le Centre dispose également d'un bail de 11 mois pour des bureaux en Inde, qui a pris effet le 1^{er} avril 2022, et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 280 \$, et le Centre a dépensé 118 \$ en frais liés à ce bail à court terme.

Le bail à Ottawa entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2022, ce qui coïncide avec la fin du bail actuel à Ottawa. Les sorties de fonds futures dans le cadre de ce bail de 15 ans s'élèvent à 24,6 millions de dollars au total. Le droit d'utilisation et les responsabilités correspondantes liées au bail seront établis au début du bail. Les charges d'exploitation estimées qui sont liées à ce bail sont comprises dans les engagements (voir la note 7).

5. Obligations locatives

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Au début de l'exercice	4 160	7 158
Acquisitions	—	—
Frais d'intérêts	131	330
Paiements de location	(1 651)	(3 328)
	<u>2 640</u>	<u>4 160</u>
Obligations locatives incluses dans l'état de la situation financière		
Courantes	453	1 864
Non courantes (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 152	1 090
Non courantes (dans plus de cinq ans)	1 035	1 206
	<u>2 640</u>	<u>4 160</u>

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Courants	679	2 111
Non courants (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 823	1 813
Non courants (dans plus de cinq ans)	1 219	1 449
	<u>3 721</u>	<u>5 373</u>

6. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la partie non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds, ainsi que la partie non dépensée de certains crédits parlementaires reçue pour des projets et des programmes précis.

a. Contributions de bailleurs de fonds au financement de la programmation en recherche pour le développement

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	43 725	53 734
Non courants	8 993	5 323
	<u>52 718</u>	<u>59 057</u>

Sur le total des contributions différées des bailleurs de fonds, Affaires mondiales Canada représente 9 801 \$ (31 mars 2022 : 9 040 \$), dont 9 801 \$ (31 mars 2022 : 7 040 \$) ont été reçus et 0 \$ (31 mars 2022 : 2 000 \$) sont à recevoir au 30 juin 2022.

b. Crédit parlementaire – projets et programmes précis

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	6 099	6 640

c. Total des produits reportés

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	49 824	60 374
Non courants	8 993	5 323
	<u>58 817</u>	<u>65 697</u>

7. Engagements

Projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 232,4 millions de dollars (237,8 millions de dollars au 31 mars 2022) au cours des six prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 161,8 millions de dollars (159,1 millions de dollars au 31 mars 2022) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 70,6 millions de dollars (78,7 millions de dollars au 31 mars 2022) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
D'ici un an	112 081	119 182
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	120 202	117 978
Dans plus de cinq ans	117	606
Total des paiements à effectuer	<u>232 400</u>	<u>237 766</u>

Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2037. Les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
D'ici un an	13 456	13 058
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	10 895	10 021
Dans plus de cinq ans	16 940	17 783
Total des paiements à effectuer	<u>41 291</u>	<u>40 862</u>

Après la signature d'un nouveau bail pour des bureaux à Ottawa (voir la note 4), les engagements comprennent des coûts de fonctionnement estimés à 25,2 millions de dollars jusqu'en 2037.

8. Éventualités

De temps à autre, le Centre peut être visé par des procédures judiciaires, des réclamations et des litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

Au 30 septembre 2022, il y avait une réclamation en cours totalisant 1,1 million de dollars, dont les provisions ont été enregistrées au passif (31 mars 2022 : 1,1 million de dollars).

9. Tableau des charges

	<u>Période de trois mois qui a</u>		<u>Période de six mois qui a</u>	
	<u>pris fin</u>		<u>pris fin</u>	
	<u>le 30 septembre</u>		<u>le 30 septembre</u>	
	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Programmation en recherche pour le développement				
Contributions destinées aux institutions et aux particuliers	45 519	35 648	84 815	72 372
Salaires et avantages liés aux activités de base	5 463	5 664	11 536	11 406
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 503	1 404	2 747	2 919
Services professionnels	1 095	1 436	2 160	2 675
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	505	520	1 009	1 041
Locaux	403	510	947	1 008
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	169	224	341	494
Charges liées aux projets cofinancés ^a	178	252	325	490
Déplacements	115	36	144	63
Intérêts sur les obligations locatives	42	58	88	120
Réunions et conférences	28	325	26	334
Autres	243	190	570	518
	<u>55 263</u>	<u>46 267</u>	<u>104 708</u>	<u>93 440</u>

Services généraux et administratifs

Salaires et avantages	3 161	3 128	6 936	6 631
Services professionnels	578	571	1 308	1 144
Dépenses en logiciels	411	383	792	723
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	248	245	497	490
Mobilier de bureau, matériel et entretien	369	32	452	266
Locaux	139	201	338	394
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	69	88	139	175
Intérêts sur les obligations locatives	21	28	43	56
Déplacements	14	6	17	8
Autres	220	260	643	666
	5 230	4 942	11 165	10 553
Total des charges	60 493	51 209	115 873	103 993

^a Il s'agit des coûts directement reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre des projets cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 1 681 \$ pour le trimestre (1 656 \$ au 30 septembre 2021) et à 3 072 \$ pour la période de six mois (3 409 \$ au 30 septembre 2021). Les charges visant les capacités de recherche correspondent à la pluralité des rôles que le CRDI joue en tant qu'organisme subventionnaire de la recherche, conseiller et courtier du savoir. Cela signifie que le CRDI est un organisme subventionnaire de la recherche et qu'il renforce les capacités des bénéficiaires tout au long du processus de recherche.

10. Contributions de bailleurs de fonds

Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	Période de trois mois qui a pris fin		Période de six mois qui a pris fin	
	le 30 septembre		le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	6 820	5 765	18 480	16 361
Affaires mondiales Canada	3 141	4 189	4 865	7 121
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	2 209	1 987	3 861	3 873
Fondation Azrieli	—	2	3 119	289
Fondation Bill et Melinda Gates	1 070	2 120	2 730	3 662
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	1 334	61	1 670	684
Fondation William et Flora Hewlett	1 080	143	1 469	888
Department of Health and Social Care du Royaume-Uni (DHSC)	1 058	965	1 370	2 274
Fondation Rockefeller	524	56	815	927
Australian Centre for International Agricultural Research	166	409	324	1 077
Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)	580	51	661	796
Autres organismes bailleurs de fonds	103	620	489	895
	18 085	16 368	39 853	38 847

11. Crédit parlementaire

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>30 septembre 2022</u>
Crédit parlementaire annuel comptabilisé	61 200	61 100
Crédits reportés comptabilisés – projets et programmes	541	—
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	<u>61 741</u>	<u>61 100</u>
	Période de six mois qui a pris fin	
	30 septembre	
	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Crédit parlementaire annuel	153 701	148 611
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre	(23 200)	(29 000)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre	(38 000)	(32 100)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	(61 200)	(61 100)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	<u>92 501</u>	<u>87 511</u>

12. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

	<u>30 septembre 2022</u>	<u>30 septembre 2022</u>
Charges d'intérêts sur les obligations de location	131	176
Intérêts reçus de dépôts bancaires	191	—
Intérêts reçus des placements	172	25

La variation des créances et des charges payées d'avance exclut un montant de 1,0 million de dollars (30 septembre 2021 : 6,2 millions de dollars), car ce montant concerne les produits reportés et à une réduction pour l'acquisition de biens immobiliers et d'équipements, dans le cadre des activités d'investissement.

La variation des comptes créditeurs et des charges à payer exclut un montant de 0,3 million de dollars (zéro dollar au 30 juin 2021), car ce montant est lié à l'acquisition de biens et d'équipements, dans le cadre des activités d'investissement.

13. Chiffres comparatifs

Le Centre a changé la méthode de présentation de l'état des flux de trésorerie, passant de la méthode indirecte à la méthode directe. Cela a entraîné un reclassement des descriptions et des soldes dans la section des activités d'exploitation de l'état des flux de trésorerie. Certains chiffres comparatifs de 2021 ont également été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour 2022. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les montants totaux des chiffres correspondants ni sur tout autre état ou présentation d'information par voie de notes. La direction a conclu que la méthode indirecte permet d'obtenir des renseignements plus pertinents et plus fiables sur les flux de trésorerie du Centre et constitue une approche plus pratique pour dériver et présenter les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, compte tenu de la nature des activités commerciales et du système de comptabilité financière du Centre.

Nous joindre

Siège social

ADRESSE POSTALE

C.P. 8500

Ottawa (Ontario), Canada

K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

45, rue O'Connor

Ottawa (Ontario), Canada

K1P 1A4

Téléphone : (+1) 613-236-6163

Télécopieur : (+1) 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca

Visitez la page de [Contactez-nous](#) à crdi.ca pour communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI.

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca.

crdi.ca